



20 mars 2021

Déclaration du Secrétariat du Réseau des femmes médiatrices de la Méditerranée sur la Turquie

Le Président Erdoğan a décidé de retirer la Turquie de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (Convention d'Istanbul). Face à ces circonstances difficiles, le Secrétariat du Réseau des femmes médiatrices de la Méditerranée (RFMM) exprime toute sa solidarité avec les femmes turques, victimes de cette décision.

En 2012, la Turquie fut le premier pays à ratifier la Convention d'Istanbul, qui fut ouverte à la signature le 11 mai 2011 dans la ville turque. Le 20 mars 2021, le pays a annoncé sa décision de se retirer par décret présidentiel.

"Un énorme pas en arrière qui compromet la protection des femmes en Turquie, en Europe et même au-delà", déclare la Secrétaire générale du Conseil de l'Europe, Marija Pejcinovic Buric, après l'annonce d'Erdogan. "Dans un pays où trois femmes sont tuées chaque jour, elle (la Convention) était notre seul espoir. En l'abandonnant, le gouvernement turc remet en cause les droits humains et l'égalité des genres", affirme l'écrivain Elif Shafak.

"Ce retrait est anticonstitutionnel" a déclaré Yakin Ertürk, membre de l'antenne turque du RFMM, "Tous les juristes ont déclaré que la Convention d'Istanbul est toujours en vigueur, sur le plan juridique. Malheureusement, nous ne parlons pas de légalité. L'État de droit dans ce pays a été gravement rompu et lorsque les atteintes aux droits sont légitimées au niveau politique, on ignore jusqu'où ça va aller. Je crains qu'il ne s'agisse pas seulement d'une attaque contre les droits des femmes, mais d'un problème purement systémique".

Le Secrétariat du RFMM exprime tout son soutien et sa solidarité envers toutes les femmes turques, qui font entendre leurs voix pour dénoncer la décision du Président Erdogan, refusant de renoncer à leur liberté de choix et à leurs droits d'être protégées contre la violence de genre par leurs propres institutions.

Nous sommes prêtes à soutenir toute initiative de sensibilisation et à assurer la visibilité de cette question pour contester la décision de retirer la Turquie de la Convention d'Istanbul.